



## #QUESTIONS À...

### LAURENCE MEUNIER



PH. DR

**“Si la FFE estime qu’il y a des chevaux en danger, je ne vois qu’elle pour pouvoir agir !”**

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DES CHEVAUX DE NORMANDIE, PREMIÈRE RÉGION ÉQUINE DE FRANCE, ET DU PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ D’HIPPOLIA, FAIT ÉTAT D’UN LOURD IMPACT SUR LA FILIÈRE, TOUT EN ESSAYANT DE TROUVER DES SOLUTIONS AU PLUS JUSTE ET DE FAIRE APPEL À LA MOBILISATION GÉNÉRALE.

### **Quel est l’impact de la crise liée au Covid-19 en Normandie, région très marquée “cheval” ?**

Nous avons lancé une grande enquête auprès de tous les membres du Conseil des chevaux pour connaître leur situation. Ce que l’on peut déjà dire, c’est qu’il y a une très forte baisse du chiffre d’affaires qui se situe entre 50 et 75 %. La problématique principale aujourd’hui concerne toutes les aides mises en place par le gouvernement, l’Etat et les régions. Il y a en a un certain nombre pour lesquelles on ne peut pas postuler à cause d’un problème de réglementation européenne : pour avoir accès à l’aide de 1 500 €, il faut avoir des fonds propres qui ne soient pas deux fois inférieurs au capital social. Or, dans notre filière, il y a beaucoup d’entreprises qui ne sont pas dans cette situation et qui ont des fonds propres inférieurs à la moitié de leur capital social. Ce sont des structures en grandes difficultés actuellement pour lesquelles nous n’avons pas de solution à l’instant où je vous parle. Mais les choses évoluent très vite. On parle souvent de la lourdeur administrative, or, pour la première fois, je note une très grande réactivité des services de la région et de l’Etat. L’autre problématique de la filière équine est qu’elle est très hétéroclite – gros entraîneurs, petits éleveurs, centres équestres –, tout le monde est impacté avec des difficultés plus importantes pour ceux qui n’ont pas de trésorerie. Il faut malgré tout continuer à nourrir les chevaux et à s’en occuper, d’où l’impossibilité de faire appel au chômage partiel car il faut du personnel pour sortir les chevaux.

### **Le Comité régional d’équitation d’Ile-de-France (CREIF) évoque la possibilité de faire appel à des bénévoles pour soutenir les structures équestres...**

En Ile-de-France peut-être mais ici, en Normandie, je n’ai eu aucune directive. Cela fait partie des choses qui m’ont un peu contrariée. La FFE, via les présidents de conseil de CRE, a sollicité les élus directement, ce qui est à mon sens contre-productif. En Normandie, j’ai 114 000 chevaux dont 22 500 dans les centres équestres, cela signifie que j’en ai 90 000 autres à gérer. On ne peut pas tout voir par le prisme de la FFE. C’est un non-sens de se diviser, il y a les conseils des chevaux qui sont là pour fédérer les différentes structures, je trouve dommage que sur de tels enjeux, chacun parte de son côté. Il y a une problématique nationale sur laquelle il faut avoir une vision globale. Si on ne part pas groupés, on est ridicule, il ne faut pas se leurrer, le cheval

n’est pas la priorité absolue des élus ! Il y a des actions nationales qui sont menées qu’il faut que tout le monde soutienne. Les régions sont organisées sous la forme de conseils des chevaux, c’est important de respecter ces organisations, sinon on floute le débat et ce n’est pas le moment.

### **Avez-vous donné des directives spécifiques dans votre région ?**

Elles sont censées être partout identiques. Il n’y a pas de spécificité régionale. Cependant, nous avons mis en place un numéro vert – 02 79 93 00 10 – pour donner toutes les réponses aux possibilités d’aides mises en place.

**“Pour avoir accès à l’aide de 1 500 €, il faut avoir des fonds propres qui ne soient pas deux fois inférieurs au capital social.”** LAURENCE MEUNIER

### **A l’instar des villes de Normandie, vos prés se sont-ils plus “remplis” depuis le début du confinement ?**

C’est difficile de le voir, nous sommes aussi confinés ! En revanche, nous avons relayé l’appel du Comité régional d’équitation sur la possibilité d’utiliser des herbages non exploités. Des régions ont essayé de mettre en place la libération de jachères mais cela paraît difficile à obtenir. Aujourd’hui, en Normandie, comme ailleurs, nous sommes tous très fortement impactés. A court terme, je ne pense pas qu’il y ait des mesures spécifiques pour la filière équine, je ne me fais pas d’illusion. Si la FFE estime qu’il y a des chevaux en danger, je ne vois qu’elle pour pouvoir agir ! Il y a tellement de problèmes dans tous les secteurs, je ne vois pas comment les collectivités territoriales pourraient subvenir à nos besoins. Pour le moment, il faut essayer de s’accommoder des aides existantes et les aménager le mieux possible.

### **Et concernant les entreprises du pôle de compétitivité d’Hippolia ?**

Selon les premières statistiques, là aussi les entreprises ont une grosse perte du chiffre d’affaires, mais c’est plus nuancé, les entreprises les plus industrielles et de service ont été moins touchées sur le mois de mars, elles estiment leur impact plus important dans les mois à venir. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR DELPHINE GERMAIN

